

# **CONVENTION DE SOUTIEN FINANCIER ET AVANTAGES EN NATURE**

## **ANNEE 2025**

### **NOUVELLE ECOLE DE MUSIQUE D'AUBENAS (NEMA)**

Entre les soussignés

#### **La Commune d'Aubenas**

représentée par Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire de la commune d'Aubenas dûment habilité par délibération n° du Conseil Municipal du **13 mars 2025**.

*ci-après désignée **La Commune***

Et,

**L'association « Nouvelle Ecole de Musique d'Aubenas » (NEMA)** dont le siège social est situé à :  
Centre Le Bournot – 4 Bd Gambetta – 07200 AUBENAS

N° de Siret : 330 871 922 00028

représentée Monsieur Jean-Claude ROGER, domicilié à 105 Chemin de Lautagnette – 07170 LAVILLEDIEU  
ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu de sa qualité de Président.

*ci-après désignée **L'Association***

#### **Préambule**

La Nouvelle Ecole de Musique d'Aubenas, association loi 1901, dispense un enseignement musical, vocal et instrumental, et met en place des activités culturelles dans le cadre des disciplines enseignées ou en liaison avec la musique : auditions, concerts.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités des différentes aides apportées par La Commune d'Aubenas à la NEMA, contribuant ainsi à la mise en œuvre de son projet culturel, artistique et éducatif qu'elle a élaboré, et ce, sous réserve de l'inscription des crédits au budget de La Commune.

## **I – AIDES FINANCIERES ET DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **I.1 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

La Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001, oblige les collectivités publiques allouant des subventions annuelles supérieures à 23 000 €, à conclure une convention avec la personne privée qui en bénéficie.

#### **Article 1 – Modalités et conditions de la demande de subvention**

A la mi-janvier de chaque d'année, l'Association retire auprès du service culturel de la commune un dossier de demande de subvention.

Celui-ci devra être retourné accompagné :

- des comptes annuels du dernier exercice clos, certifiés conformes dans les conditions prévues par la réglementation, avec un récapitulatif détaillé des aides non financières,
- du rapport d'activités au titre de l'exercice clos,
- du budget prévisionnel

#### **Article 2 – Dispositions financières**

S'il est constaté une inadéquation manifeste entre les moyens financiers alloués et l'action réalisée, l'évaluation par la Commune pourra donner lieu à un ordre de reversement des sommes perçues à la Commune.

L'Association se doit d'informer La Commune de tout nouveau projet qui pourrait être financé à l'aide des fonds communaux n'ayant pas été exposés à l'appui de la demande de subvention annuelle.

L'Association s'engage à rechercher un autofinancement maximal notamment auprès des communes où sont domiciliés les élèves.

Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20250407-DEL2025-065-DE  
Date de télétransmission : 10/04/2025  
Date de réception préfecture : 10/04/2025

**Pour l'année 2025**, le montant de la subvention proposé par la Commission Culturelle et voté par le Conseil Municipal, s'élève à **21 430 €**.

Le versement s'effectuera au plus tard 3 mois après la signature de la présente convention par les deux parties.

### **Article 3 – Contrôle de la subvention attribuée**

L'Association s'engage conformément à la réglementation en vigueur, à accorder toutes les facilités à La Commune, pour le contrôle de la réalisation de la présente convention, et notamment par l'accès à tous documents administratifs, pédagogiques, comptables et financiers utiles à cette fin.

### **Article 4 - Mode de calcul de la subvention**

Afin d'assurer un égal traitement entre les 2 écoles de musique d'Aubenas (Nouvelle Ecole de Musique d'Aubenas et le Centre d'Enseignement Musical d'Aubenas CEMA), la Commission Culturelle fixera un montant à allouer par élève.

Le montant versé pour les élèves albenassiens sera plus important, La Commune assumant de favoriser l'accès aux pratiques musicales à sa population.

### **Justificatifs à fournir**

L'effectif pris en compte sera celui arrêté au 31 décembre de l'année N-1 (soit pour **2025 au 31 décembre 2024**).

Avant le 5 janvier de l'année N, L'Association devra fournir :

- la liste de la totalité des élèves faisant apparaître : les nom, prénom, adresse, âge, la pratique musicale

Dans l'hypothèse où ce délai ne serait pas respecté un abattement 10 % sur le montant de la subvention sera appliqué.

Pour les élèves albenassiens, la NEMA se doit de conserver la copie d'un des justificatifs suivants : avis d'imposition (ou de non-imposition), ou avis de taxe foncière pour les particuliers ou gérants de société avec l'extrait Kbis, ou carte d'identité ou passeport. Aucun autre justificatif ne sera pris en compte.

Les élèves n'ayant pas de justificatifs au 5 janvier ne seront pas comptabilisés, il n'y aura pas de report du délai de production du document.

### **I.2 - AIDE A LA PRATIQUE INSTRUMENTALE (A.P.I.)**

La Commune d'Aubenas mène une politique active de développement culturel dans un certain nombre de domaines, notamment au travers de :

- la diffusion des œuvres artistiques / programmation,
- la pratique artistique / éducation et animation.

S'ajoute à cela sa volonté de donner à chacun la possibilité d'accéder à l'enseignement instrumental en s'orientant vers une politique d'accompagnement des jeunes albenassiens à l'apprentissage de la musique.

### **Article 1. Missions et objectifs**

La Commune s'engage pour la durée de la présente convention à mettre en place un système d'aide financière afin de permettre aux jeunes d'accéder plus facilement à la pratique instrumentale.

### **Article 2. Dispositions générales**

#### **2.1 : Les destinataires de l'aide :**

- les jeunes jusqu'à 20 ans
- être inscrit à l'une des 2 écoles albenassiens CEMA ou NEMA
- suivre un enseignement instrumental au sein de l'une d'entre elles
- être domicilié sur Aubenas. Justificatif demandé : avis d'imposition (ou de non-imposition), ou avis de taxe foncière pour les particuliers ou gérants de société avec l'extrait Kbis, ou carte d'identité ou passeport. Aucun autre justificatif ne sera pris en compte.

#### **2.2: Montant de l'aide**

Chaque élève éligible, dont le montant annuel des cours est de **300 € minimum**, bénéficiera d'une aide de **100€ (cent euros)** pour une année scolaire complète d'enseignement.

Cette aide sera attribuée au trimestre : 30 € pour les 2 premiers ; 40 euros pour le dernier trimestre

Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20250407-DEL2025-065-DE  
Date de réception préfecture : 10/04/2025

## **2.3 – Procédure**

- 1) Entre le 10 septembre et le 15 décembre de chaque année, le service culturel mettra un agent à disposition et fixera un calendrier afin que les familles concernées puissent venir retirer les bons correspondants à l'aide.
- 2) Ils devront présenter :
  - une attestation d'inscription auprès d'une des Ecoles
  - un des justificatifs de domicile demandé
  - ainsi que pour certains cas le livret de famille (ex : nom différent du justificatif)
- 3) L'agent leur remettra l'ensemble des bons pour l'année. En cas de perte aucun duplicata ne sera délivré.
- 4) A chaque paiement de trimestre, l'élève remettra à l'Ecole de Musique le bon trimestriel correspondant, sur foi de quoi l'Ecole procédera, sur la facture à payer, à la déduction de la valeur du bon.
- 5) Chaque fin de trimestre, l'Ecole adressera au Service Culturel la totalité des bons qu'elle a en sa possession accompagnés de la facture correspondante, pour remboursement des déductions faites.
- 6) Pour que les bons de l'A.P.I. soient remboursés à l'Ecole, celle-ci devra veiller à ce que :
  - le nom corresponde à l'élève qui le présente
  - la date de validité soit respectée
  - qu'il n'y ait pas de rature
  - que la marque anti-copie soit bien visible / ou la « Marianne » présente (non encore déterminé)

## **II – AVANTAGES EN NATURE – Mise à disposition de locaux**

Au-delà de l'aide financière accordée par La Commune, la NEMA bénéficie d'avantages en nature via la mise à disposition, à titre précaire, de locaux situés au sein du Centre le Bournot, propriété de La Commune ; ainsi que de la mise à disposition d'un agent pour l'entretien desdits locaux.

Il est entendu que la présente convention de mise à disposition des bâtiments résulte d'un droit d'occupation partielle, non d'un bail. La présente convention étant conclue *intuitu personae*, L'Association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit, et renonce expressément à se prévaloir du statut des baux commerciaux et/ou à prétendre posséder un fonds de commerce.

### **II.1 - DROITS ET OBLIGATIONS**

#### **Article 1 – Droits et obligations de L'Association**

##### **1.1 – Droits de L'Association**

La NEMA peut user des locaux à titre gratuit pendant la durée fixée par la convention.

La mise à disposition des locaux sera rendue caduque par la dissolution de l'Association ou par la reprise des locaux par le propriétaire.

##### **1.2 – Obligations de L'Association**

L'Association est tenue de veiller en bon père de famille, à la garde et à la conservation des locaux prêtés. Elle est tenue de leur entretien courant. Toute détérioration des locaux provenant d'une négligence grave de la part de L'Association ou d'un défaut d'entretien, devra faire l'objet d'une remise en état à ses frais.

Les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de l'association et de la présente convention sans l'accord préalable des deux parties.

La sous-location est formellement interdite.

L'Association satisfera à toutes les obligations auxquelles les locataires sont ordinairement tenus. Elle n'est pas admise à apporter une quelconque modification à la destination des installations mises à disposition sans l'accord exprès de La Commune.

L'Association s'engage à respecter et faire respecter le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique en vigueur dans les ERP et s'engage à ce que le nombre de personnes admises dans les locaux ne dépasse pas l'effectif défini par la commission de sécurité. Toute nécessité de dépassement de l'effectif devra être signalée au propriétaire qui décidera des suites à donner.

## **Article 2 : Droits et obligations de La Commune**

### **2.1 - Droits de La Commune**

La Commune retrouve la pleine propriété de son bien mis à disposition à l'échéance du terme de la présente convention.

Les agents de la commune sont libres d'accéder aux installations et de vérifier à tout moment l'existence et la consistance des biens mis à disposition. Ils peuvent à tout moment et pour des raisons de sécurité, mettre un terme à l'utilisation de tout ou partie des installations.

### **2.2 : Obligations de La Commune**

Le propriétaire s'engage à mettre à disposition les locaux désignés au paragraphe II.2 pour la durée fixée dans la présente convention.

La Commune est tenue d'avertir L'Association des graves défauts des locaux qu'il connaît et qui pourraient causer un préjudice à cette dernière.

## **II.2 - LES LOCAUX**

### **Article 1 – Descriptif des locaux**

#### **3<sup>ème</sup> étage**

Ces locaux situés au 3<sup>ème</sup> étage du 4 Bd Gambetta à Aubenas, côté rue Silhol ont une superficie de 150 m<sup>2</sup>. La surface totale de l'immeuble étant de 1 843m<sup>2</sup>.

Ils sont à usage exclusif de la NEMA.

#### **Salle 100**

Elle se situe au rez-de-chaussée avec une entrée indépendante par la rue Silhol. La superficie est de 25 m<sup>2</sup>.

La NEMA y dépose à demeure des instruments de musique et y dispense des cours selon un planning établi en concertation avec le Centre Le Bournot.

Cette salle étant mitoyenne à la salle 001 il ne peut y avoir 2 activités concomitantes, le Centre Le Bournot se réserve donc des plages horaires pour les cours de ses intervenants.

Il peut arriver qu'en de rares exceptions le Service Culturel ait besoin d'utiliser la salle 100, pour ce faire il devra en avvertir L'Association et reloger les éventuelles activités de celle-ci.

#### **Autres salles**

L'utilisation des lieux non mis à disposition dans le cadre de la présente convention (salles de réunion ou salle de spectacle) reste soumise à la signature d'une convention annuelle et au paiement de la redevance annuelle au Centre Le Bournot. Elles feront également l'objet d'une valorisation.

Les demandes sont à adresser au secrétariat du Centre Le Bournot et acceptées en fonction du planning.

### **Article 2 – Les charges**

L'Association s'engage à prendre en charge les frais suivants afférents aux locaux mis à disposition : électricité et fioul (chauffage).

Les charges sont calculées comme suit :

$$\frac{\text{Montant des factures (électricité et fioul)} \times 150 \text{ m}^2}{1.843 \text{ m}^2}$$

Elles feront l'objet d'une facture annuelle pour chaque période scolaire de septembre à juin.

## **III – ESTIMATION DES AIDES CONSENTIES PAR LA COMMUNE**

Les locaux sont mis à disposition à titre gratuit (hors participation aux charges). Cependant, cette mise à disposition est un avantage en nature.

Pour les locaux à usage exclusif l'estimation est calculée à partir de la valeur du m<sup>2</sup> fixée à 8 €.

Pour les autres occupations c'est la grille tarifaire de location des salles du Centre Le Bournot qui s'applique.

L'agent d'entretien attaché au Centre Le Bournot effectuera 2 heures par semaine au profit de la NEMA, pour l'entretien des locaux mis à disposition.

Pour ce personnel, La Commune paiera la rémunération, ainsi que les charges sociales afférentes.

Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20250407-DEL2025-065-DE  
Service de l'Environnement  
Date de réception préfecture : 10/04/2025

**Pour 2025** la Commune d'Aubenas s'engage à apporter un soutien financier d'environ **42 730 €**, réparti de la manière suivante :

- 21 430 € de subvention de fonctionnement  
10 500 € de socle sans distinction entre les élèves albenassiens et non albenassiens  
170 € par élèves albenassiens  
50 € par élèves non-albenassiens

Chaque année, le montant alloué par élève peut être réévalué à la hausse ou à la baisse selon le montant de l'enveloppe budgétaire voté.

Valorisation des avantages en nature :

- 14 400 € pour l'occupation des locaux au 3<sup>ème</sup> étage (150 m<sup>2</sup> X 8 € X 12 mois)
- 2 400 € pour l'occupation de la salle 100 (25 m<sup>2</sup> X 8 € X 12 mois)
- 1 260 € : 6 auditions prévues dans l'année (6j X 210 €)
- autres utilisations viendront en sus et selon la grille tarifaire
- 3 240 € pour l'intervention d'un agent d'entretien (2 h X 36 semaines de cours en moyenne X 45 €)

Bien que l'Aide à la Pratique Instrumentale (A.P.I.) ne constitue pas une aide directe aux Ecoles de Musique albenassiennes cela reste une charge pour La Commune et son service culturel, et constitue une aide supplémentaire allouée à l'enseignement musical.

*Aides aux élèves albenassiens pratiquant un instrument*

- 100 € par an (estimatif pour 2025 : environ **20 élèves**)

## **IV – AUTRES DISPOSITIONS**

### **Article 1 – Durée de la convention**

La présente convention est consentie et acceptée au titre de l'exercice budgétaire en cours, sous réserve d'inscription des crédits au budget correspondant.

Elle prend effet à compter de sa notification et sera valide :

- année civile **2025** : subvention de fonctionnement
- année scolaire soit du 1<sup>er</sup> septembre **2025 au 31 août 2026** : pour ce qui concerne la mise à disposition des locaux ; et pour le versement de l'A.P.I.

### **Article 2 - Renouvellement de la convention**

Au plus tard trois mois avant l'expiration de la présente convention, les parties devront se faire connaître mutuellement leurs intentions en ce qui concerne le renouvellement ou l'arrêt de ladite convention.

### **Article 3 - Contrôle**

L'association s'engage à faciliter le contrôle par La Commune, de la réalisation des activités et l'accès aux documents administratifs et comptables.

### **Article 4 – Assurances**

Les risques courus par L'Association du fait de son activité et de l'utilisation des locaux seront convenablement assurés par lui (assurance du locataire).

La NEMA déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité pour les accidents corporels et matériels pouvant survenir à lui-même comme aux tiers.

La Ville est déchargée de toute responsabilité pour les accidents corporels directement liés aux activités et pouvant intervenir pendant l'utilisation des locaux, ainsi que pour les dommages subis aux biens entreposés par les utilisateurs.

Elle ne saurait être tenue responsable des vols commis dans les locaux mis à disposition.

### **Article 5 – Publicité et communication**

L'Association s'engage à faire figurer le logo de la Commune sur tous supports de communication ayant trait à son projet ou son activité.

Accusé de réception en préfecture  
007-240700191-20250407-DEL2025-065-DE  
Séance du conseil municipal du 02/04/2025  
Date de réception préfecture : 10/04/2025

Concernant l'aide accordée au travers des chèques musique aux contribuables albenassiens, mention en sera faite sur ces mêmes supports, ainsi que sur le site internet de L'Association.

#### **Article 6 – Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation anticipée, un avenant réglera les conditions financières. La Commune étant en droit de solliciter la restitution des sommes versées si les obligations auxquelles l'association s'était engagée n'étaient pas exécutées en totalité. Tout changement de projet ou toute modification du projet initial, sans demande préalable à La Commune pourra entraîner également l'annulation de la subvention, objet de ce partenariat.

La convention sera également résiliée de plein droit dans le cas où L'Association ferait l'objet d'une cessation d'activité, d'une liquidation judiciaire ou d'une dissolution.

#### **Article 7 – Litiges et Contentieux**

En cas de litige survenant dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. A défaut d'accord à l'amiable, les litiges seront soumis au Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à Aubenas, le  
en 2 exemplaires originaux

*Pour la Commune,*  
Le Maire  
Jean-Yves MEYER

*Pour l'Association*  
Le Président  
Jean-Claude ROGER